

Déclaration liminaire CSAL du 11 mai 2023

Monsieur le Président,

Malgré une contestation sans égale sur la réforme des retraites, de multiples actions et des manifestations, depuis presque 4 mois, le gouvernement reste dans un enfermement « anti social » jamais vu.

La décision du conseil constitutionnel n'a changé en rien la détermination de la très grande majorité des Français hostiles à cette réforme injuste, brutale et inefficace.

Le Président désire tourner la page rapidement, mais les Français et les Françaises lui répondent non, presque chaque jour.

La crise sociale est plus grave que ce que veulent entendre nos dirigeants, et c'est avec une très grande inquiétude que les Organisations Syndicales, toujours unies et responsables alertent le gouvernement sur le malaise profond qui s'amplifie.

Partout les témoignages sont les mêmes que l'on soit du public, du privé ou privés d'emploi.

Les traitements et salaires sont ridiculement bas comparé à la hausse des prix.

Il faut des réponses rapides et claires du gouvernement. Et ce ne sont pas les timides demandes de Bruno Le Maire aux grands patrons qui vont rassurer les salarié.es.

Pour Solidaires Finances Publiques, l'enjeu fiscal social et environnemental est plus que jamais au coeur de nos actions.

Nous ne pouvons que constater à ce 131e jour de notre mandat et des nouvelles instances, que nous ne disposons toujours pas de règlement intérieur.

Nous voici réunis pour un troisième CSAL et nous constatons que, tout comme lors des deux premiers, le règlement intérieur est encore et toujours aux abonnés absents. Le message envoyé, tant aux agent-es qu'aux représentantes et représentants des personnels, est inquiétant : Presque 6 mois se sont écoulés depuis les élections professionnelles, 4 ans depuis la loi de transformation de la fonction publique, et toujours rien à l'horizon.

Nous pouvons légitimement nous demander s'il s'agit de désinvolture de nos décideurs ou de mépris de leur part pour les hommes et femmes qui essaient de faire vivre le dialogue social au quotidien.

Dans les deux cas, le constat est grave et n'est malheureusement que le reflet de la situation sociale du pays et surtout de l'incapacité d'écoute et de dialogue de nos gouvernant-es

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté le flou dans lequel sont laissés nos instances, le silence de la DG sur ce sujet et une administration plus que défaillante.

Malheureusement, les sujets du dialogue social et de son fonctionnement ne sont pas les seuls points d'achoppement.

En effet, depuis plusieurs années, la présentation de la campagne IR ne fait plus partie des points à l'ordre du jour de nos instances. Pourtant, au fil des nombreuses réformes et réorganisations, cette campagne a changé et ne présente plus le même visage.

De multiples bugs informatiques retardent les équipes, de nouvelles missions se rajoutent année après année : prime carburant ou GMBI par exemple.

Cette année la campagne IR se déroule en mode très dégradé avec des sous-effectifs effrayants, au niveau des agent.s, contrôleurs/eures, inspecteurs/inspectrices.

Comme à chaque fois, on supprime des postes parallèlement à une dématérialisation croissante avant de se rendre compte que de multiples couacs retardent la machine. Problème, les postes sont déjà supprimés.

Il nous aurait paru opportun qu'un point d'information nous soit présenté afin que nous puissions, collectivement, anticiper les difficultés, désamorcer les éventuels problèmes et vous faire part des remontées du terrain. A ce propos, nous tenons à saluer l'initiative de nos collègues meusiens qui ont dû mettre en place une réception sauvage afin de faire prendre conscience à l'administration de l'étendue des dysfonctionnements. Nous avons bien évidemment pensé à demander l'inscription de ce point à l'ordre du jour mais... sans règlement intérieur, comment en faire la demande ? Sous quelle forme ? Dans quel délai ? Cette possibilité est-elle seulement prévue ?

Vous le voyez cette absence de RI a des conséquences immédiates.

Parmi les situations alarmantes du département, nous attirons votre attention sur celle du SDIF. Ce service, malgré nos alertes précédentes, éprouve beaucoup de difficultés depuis quelques temps. L'ajout de tâches supplémentaires, des bugs informatiques là encore et des effectifs insuffisants multiplient les tensions dans le service. Le nombre de recours relatifs aux entretiens professionnels est édifiant.

Il est donc urgent d'agir rapidement, il en va de la santé des agents, de la pérennité de ce service et au final du service public rendu aux usagers et usagères.

A l'ordre du jour de ce CSA local, 2 sujets seront abordés : Le transfert de la gestion hospitalière du SGC Pont-à-Mousson vers la trésorerie de Nancy **Hôpitaux et la création du Centre de gestion financière Justice de Nancy.**

Pour le premier sujet, même si les arguments avancés peuvent s'entendre, nous ne pouvons être assurés que les effectifs seront suffisants au 1^{er} janvier 2024. Mais nous y reviendrons au cours des débats.

Sur le CGF, la complexité du sujet aurait mérité une préparation beaucoup plus en amont. Les expériences partout en France nous font craindre le pire. La mise en place de coordinateurs médiateurs a été rendue nécessaire au vu des tensions dans ces nouveaux services. Nous y reviendrons aussi au cours des débats.

Pour terminer, vous pouvez constater M le Président que les sujets du dialogue et du climat social sont le fil rouge de ces propos liminaires.

Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, l'intégralité des OS a démontré son civisme et son attachement au dialogue et à la démocratie sociale.

En réponse, nos gouvernants ne nous ont proposé que mépris, surdité et autoritarisme et ces attitudes n'ont eu pour effet que d'attiser les colères.

Il est urgent que nos décideurs et l'administration prennent conscience de l'urgence sociale.

De son côté, Solidaires Finances Publiques continuera à se mobiliser pour une DGFIP renforcée, reconnue, au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale.

Nous œuvrerons toujours pour un monde meilleur, plus juste, plus humain et plus solidaire.

